

Turquie : “Ne nous oubliez pas”, clament les élus locaux emprisonnés par le gouvernement



La détention massive d'élus de l'opposition et leur remplacement par des administrateurs nommés par le gouvernement sont inacceptables et contraires à l'État de droit et la démocratie. La Turquie du Président Erdogan ressemble-t-elle de plus en plus à Russie de Vladimir Poutine ?

Les textes qui paraissent dans la rubrique Débats sont des contributions externes, qui n'engagent pas la rédaction.

Une tribune de *Marc Cools*, conseiller communal d'Uccle, président du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe.

“Ne nous oubliez pas”. C'est le message donné par des élus locaux lors de visites que j'ai effectuées en Turquie les 5 et 6 mai et du 23 au 25 juin 2025 en ma qualité de Président du congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Les élus que j'ai rencontrés, certains en prison comme le maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, demandent un soutien international fort face aux vagues d'arrestations, de révocations ou de suspensions de maires et de conseillers municipaux qui continuent de se produire et qui s'amplifient.

La détention massive d'élus locaux en Turquie et leur remplacement par des administrateurs nommés par le gouvernement est inacceptable. Il s'agit d'une confiscation de la volonté du peuple.

La pratique de l'incarcération d'élus de l'opposition dans ce pays n'est pas neuve. En 2020 la Cour européenne des droits de l'homme dans son arrêt sur l'affaire Selahattin Demirtas dénonçait déjà concernant son

incarcération “*un but inavoué, à savoir celui d’étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, qui se trouve au cœur même de la notion de société démocratique*”.

Il y a quelques années les poursuites visaient des élus du parti HDP auquel a succédé le parti DEM. Un parti de gauche considéré pro-kurde. Ces poursuites étaient basées sur des accusations fallacieuses de terrorisme.

Décapiter l’opposition, telle est la volonté du parti AKP du Président Erdogan

Depuis la défaite majeure lors des élections municipales en 2024 du parti AKP du Président Erdogan au profit du CHP, parti kémaliste et laïc, ce sont les élus locaux de ce parti qui sont massivement arrêtés et poursuivis pour des allégations de corruption, de fraude et de malversation inventées de toutes pièces. Certaines poursuites judiciaires sont même intentées à l’encontre de responsables politiques qui ont déjà été acquittés par le passé pour ces accusations ! La volonté est très claire : décapiter l’opposition.

Le peuple turc est attaché à la démocratie. Son taux de participation d’environ 80 % à l’élection présidentielle en 2023 et aux élections locales en 2024 le démontre. La décision de l’organisation terroriste qu’est le PKK d’abandonner la violence est porteuse d’espoir pour ce pays.

J’ai été impressionné par la détermination de nombreux jeunes turcs (souvent arrêtés lors des manifestations auxquelles ils participent) à défendre la démocratie dans leur pays ainsi que par celle d’élus qui ont passé parfois 5 ou 6 ans en prison uniquement pour des raisons politiques ou par ceux, toujours détenus, que j’ai rencontrés en prison.

La Turquie est à la croisée des chemins. Soit elle poursuit une évolution autoritaire du régime vers un modèle politique qui ressemblera de plus en plus à celui de la Fédération de Russie de Vladimir Poutine. Soit elle fait le choix de la démocratie, du respect de la liberté d’expression et du principe que l’alternance politique peut se produire. À nous tous de peser pour qu’elle fasse pacifiquement ce deuxième choix.

La Turquie est aux frontières de l’Union européenne un grand pays de 85 millions d’habitants. Elle a vocation à être un de nos grands partenaires. C’est un des pays fondateurs en 1949 du Conseil de l’Europe. Il se doit d’appliquer pleinement les valeurs de celui-ci qui sont : l’État de droit, la démocratie et les droits humains.